



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

au 30 juin 2018

TABLE DES MATIERES

1/ Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2018	p. 3
2/ Rapport semestriel d'activité	p. 37
3/ Attestation du responsable du rapport financier semestriel	p. 43
4/ Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2018	p. 44

I. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité*
Chiffre d'affaires	5.a.	1 229 384	1 222 129
Coût des ventes		(768 098)	(714 718)
Marge brute		461 286	507 411
Charges commerciales et marketing		(130 912)	(107 933)
Frais de recherche et développement		(86 535)	(90 785)
Frais administratifs		(131 913)	(108 729)
Résultat opérationnel courant		111 926	199 964
Autres produits opérationnels	5.b.		
Autres charges opérationnelles	5.b.	(17 702)	(6 512)
Résultat opérationnel		94 224	193 452
Produits financiers	9.a.	48 795	20 972
Charges financières	9.a.	(68 235)	(31 270)
Résultat financier		(19 440)	(10 298)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence			310
Résultat avant impôt		74 784	183 464
Impôts sur les bénéfices	10	(20 117)	(51 323)
Résultat net		54 667	132 141
Attribuable aux :			
- actionnaires d'Ingenico Group SA		54 389	130 376
- participations ne donnant pas le contrôle		278	1 765
Résultat par action (en euros)			
Résultat :			
- de base		0,88	2,12
- dilué		0,88	2,08

* Dans les comptes intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2018, l'information comparative a été retraitée de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15, voir note 2.

II. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Ingenico Group SA	54 389	130 376
Ecart de conversion (1)	(75 960)	(28 028)
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture (2)	550	1 651
Variations de valeur des actifs financiers	730	378
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies		
Impôts sur gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	(281)	(585)
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES D'INGENICO GROUP SA (3)	(74 961)	(26 584)
Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	(20 572)	103 792
Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	278	1 765
Ecart de conversion attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	148	(2 658)
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	(20 146)	102 899

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Impôts sur écarts de conversion	(63)	
Impôts sur instruments financiers dérivés de couverture	(218)	(585)
Impôts sur variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		
Impôts sur écarts actuariels des régimes à prestations définies		
IMPOTS SUR GAINS ET PERTES COMPTABILISES EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	(281)	(585)

⁽¹⁾ En 2018, les écarts de conversion proviennent en majorité des filiales dont la comptabilité est tenue en couronne suédoise. En 2017, les écarts de conversion proviennent en majorité des filiales dont la comptabilité est tenue en dollar américain.

⁽²⁾ Comptabilisation en « autres éléments du résultat global » des variations de valeur des swaps de taux sur emprunts bancaires et des contrats de couverture de change sur flux de trésorerie pour leur part efficace.

⁽³⁾ A l'exception des gains et pertes actuariels sur réévaluation du passif net au titre des prestations définies, les autres éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global seront ultérieurement recyclés dans le compte de résultat consolidé.

III. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2018	31 déc. 2017 Retraité
Goodwill	7	2 367 134	2 478 521
Autres immobilisations incorporelles		983 278	957 504
Immobilisations corporelles		87 729	88 365
Participations dans les sociétés mises en équivalence		7 596	7 565
Actifs financiers	9.d.	20 821	19 833
Actifs d'impôt différé		61 201	62 723
Autres actifs non courants	9.d.	36 274	39 416
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		3 564 033	3 653 927
Stocks	5.d.	190 409	170 573
Clients et créances d'exploitation		596 223	556 507
Créances liées à l'activité d'intermédiation	5.f.	171 390	172 708
Autres actifs courants	9.d.	48 256	45 900
Créances d'impôt courant		33 360	21 000
Instruments financiers dérivés	9.c.	10 200	8 303
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	5.f.	574 456	460 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.b.	606 117	595 939
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		2 230 411	2 031 484
TOTAL DES ACTIFS		5 794 444	5 685 411

PASSIF*(en milliers d'euros)*

	Notes	30 juin 2018	31 déc. 2017 Retraité
Capital	11.	63 145	62 363
Primes d'émission et d'apport		866 617	817 990
Autres réserves		851 148	973 107
Ecart de conversion		(95 222)	(21 908)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA		1 685 688	1 831 551
Participations ne donnant pas le contrôle		5 316	10 974
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 691 004	1 842 525
Dettes financières à long terme	9.b.	1 859 644	1 549 115
Provisions pour retraites et engagements assimilés		25 032	25 132
Autres provisions à long terme	8	24 408	24 417
Passifs d'impôt différé		241 835	226 530
Autres dettes non courantes		52 869	66 520
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		2 203 788	1 891 713
Dettes financières à court terme	9.b.	504 441	552 619
Autres provisions à court terme	8	18 180	19 026
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes		559 100	510 708
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	5.f.	688 020	598 323
Dettes diverses courantes	5.e.	118 403	243 501
Dettes d'impôt exigible		9 852	24 340
Instruments financiers dérivés	9.c.	1 656	2 656
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		1 899 652	1 951 173
TOTAL DES PASSIFS		4 103 440	3 842 886
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		5 794 444	5 685 411

IV. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Résultat de la période		54 667	132 141
Ajustements pour :			
- Résultat des mises en équivalence		-	(310)
- Elimination de la charge (produit) d'impôt		20 117	51 323
- Elimination des amortissements et provisions		82 960	38 628
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur et dette financière)		1 194	(7 010)
- Elimination des résultats de cession d'actifs		(40)	265
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes		14 514	6 973
- Coût des paiements fondés sur des actions (1)		859	7 305
Intérêts versés		(10 544)	(9 609)
Impôts payés		(48 445)	(46 533)
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement		115 282	173 173
stocks		(22 825)	567
créances et autres débiteurs		(45 116)	(95 842)
dettes fournisseurs et autres créditeurs		23 636	16 491
Variation du besoin en fonds de roulement		(44 305)	(78 785)
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands (2)		(25 684)	-
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		45 293	94 388
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(53 552)	(37 666)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		311	129
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	3	(15 225)	(72 200)
Prêts et avances consentis		(1 090)	(2 034)
Remboursements reçus sur prêts		1 420	2 246
Dividendes reçus		51	24
Intérêts encaissés		3 733	3 992
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(64 352)	(105 509)
Augmentation de capital (3)		-	2
(Achats)/ventes d'actions propres (3)		(86 786)	(451)
Emissions d'emprunts		304 231	214 000
Remboursements d'emprunts		(69 404)	(876)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées (4)		(93 123)	8 822
Financement du préfinancement marchands		24 202	-
Variation des autres dettes financières (3)		(58)	(158)
Effets des instruments financiers dérivés (3)		(418)	-
Dividendes versés aux actionnaires (3)		(55 026)	(40 464)
Impôt sur les opérations de financement (5)		4 449	(584)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		28 067	180 293
Incidence de la variation de cours des devises		2 520	(8 147)
VARIATION DE TRESORERIE		11 528	161 025
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		588 572	1 003 243
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		600 100	1 164 269

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme (uniquement pour la partie qui a un caractère de disponibilités)	95 265	145 750
Disponibilités	510 852	1 027 432
Comptes créditeurs de banque	(6 017)	(8 913)
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETS	600 100	1 164 269

Les fonds collectés dans le cadre de l'activité d'intermédiation sont exclus du tableau des flux de trésorerie.

⁽¹⁾ En 2018, le coût des paiements fondés sur des actions d'un montant de 0,9 millions d'euros comprend des paiements de 3,1 millions d'euros payés en instruments de capitaux propres et 2,3 millions d'euros payés en trésorerie.

⁽²⁾ Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le Groupe assure l'intermédiation entre les marchands, les émetteurs de carte de crédit, et le consommateur final. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final sont enregistrés en créances liées à l'activité d'intermédiation tandis que les fonds reçus non encore remis aux marchands sont enregistrés en fonds liés à l'activité d'intermédiation, c'est-à-dire hors de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux marchands. La réception et la remise de ces fonds sont des opérations neutres sur les Tableaux des flux de trésorerie Groupe qui sont enregistrées dans des comptes de bilan dédiés à l'actif et au passif, et présentées dans les Etats de la situation financière consolidés du Groupe.

Dans le cadre des activités de Bambora, il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe, de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié, avec un écart possible marginal. L'effet en besoin de trésorerie et son financement immédiat sont inclus dans les activités opérationnelles et dans les opérations de financement du tableau de flux de trésorerie.

⁽³⁾ Ces éléments du tableau de flux de trésorerie sont sans effet sur l'endettement brut du Groupe (éléments de capitaux propres).

⁽⁴⁾ Suite aux rachats des parts d'actionnaires minoritaires dans Ingenico Japan Co. Ltd. et Ingenico Holdings Asia Ltd., les deux dettes de put ont été soldées.

⁽⁵⁾ L'invalidation de la contribution exceptionnelle de 3% sur les dividendes par le Conseil constitutionnel a conduit au remboursement par l'administration fiscale d'un montant de 4 millions d'euros hors intérêts.

V. ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Ecarts de conversion	Part efficace des instruments de couverture	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total capitaux propres consolidés - Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31 décembre 2016	61 493	762 360	37 827	(607)	(2 745)	844 338	1 702 666	4 238	1 706 904
Ajustements lors de la première application d'IFRS 15 (net d'impôt)			182			(4 756)	(4 574)	(156)	(4 730)
Résultat net 2017 retraité						252 510	252 510	4 020	256 530
Autres éléments du résultat global			(58 917)	715		(418)	(58 620)	(3 520)	(62 140)
Résultat global			(58 735)	715		247 336	189 316	344	189 660
Dividendes versés aux actionnaires (1)						(37 740)	(37 740)		(37 740)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions (2)	732	54 004				(54 736)			
Actions propres (3)					48	85	133		133
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions (4)	138	1 626				8 104	9 868		9 868
Réévaluation des puts (5)						(35 810)	(35 810)		(35 810)
Dilutions (5)			(1 000)			3 979	2 979	5 577	8 556
Relutions (7)						(815)	(815)	815	
Autres (8)						954	954		954
Solde au 31 décembre 2017 retraité	62 363	817 990	(21 908)	108	(2 697)	975 695	1 831 551	10 974	1 842 525
Ajustements lors de la première application d'IFRS 9 (net d'impôt)						(242)	(242)		(242)
Solde ajusté au 1er janvier 2018	62 363	817 990	(21 908)	108	(2 697)	975 453	1 831 309	10 974	1 842 283
Résultat net Juin 2018						54 389	54 389	278	54 667
Autres éléments du résultat global			(75 960)	550		449	(74 961)	148	(74 813)
Résultat global			(75 960)	550		54 838	(20 572)	426	(20 146)
Dividendes versés aux actionnaires (1)						(48 147)	(48 147)	(6 880)	(55 027)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions (2)	782	48 627				(49 409)			
Actions propres (3)					(86 917)	86	(86 831)		(86 831)
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions (4)						3 147	3 147		3 147
Réévaluation des puts						5 947	5 947	701	6 648
Relutions (5)			2 646			(2 292)	354	95	449
Autres						481	481		481
Solde au 30 juin 2018	63 145	866 617	(95 222)	658	(89 614)	940 104	1 685 688	5 316	1 691 004

Juin 2018 :

(1) Paiement du dividende en numéraire le 21 juin 2018, soit 1,60 euro par action.

(2) Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 781 413 actions.

(3) Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 11 « Capital social de la société mère ».

(4) Paiements fondés sur des actions :

- L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.
- L'augmentation du capital social et la diminution des primes d'émission et d'apport correspondent à l'émission d'actions nouvelles pour servir les plans d'attributions d'actions gratuites arrivés à terme pendant l'exercice.

(5) Acquisition des parts minoritaires d'Ingenico Holdings Asia Ltd.

Décembre 2017 :

- ⁽¹⁾ Paiement du dividende en numéraire le 12 juin 2017, soit 1,50 euro par action.
- ⁽²⁾ Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 731 856 actions.
- ⁽³⁾ Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 11 « Capital social de la société mère ».
- ⁽⁴⁾ Paiements fondés sur des actions :
 - L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.
 - L'augmentation du capital social et la diminution des primes d'émission et d'apport correspondent à l'émission d'actions nouvelles pour servir les plans d'attributions d'actions gratuites arrivés à terme pendant l'exercice.
- ⁽⁵⁾ Réévaluation des puts accordés aux actionnaires minoritaires des filiales Ingenico Holdings Asia Ltd. et Ingenico Japan Co. Ltd.
- ⁽⁶⁾ Cession de 3% d'Ingenico Holdings Asia Ltd à des managers des activités chinoises du Groupe.
- ⁽⁷⁾ Acquisition des parts minoritaires de Think & Go (via Ingenico Connected Screens).
- ⁽⁸⁾ Inclus l'effet sur les impôts différés comptabilisés par capitaux propres de la baisse du taux d'impôt français à compter de 2019.

INDEX

1. LE GROUPE	12
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	12
a. Première application de la norme IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.....	12
b. Première application de la norme IFRS 9 : Instruments financiers.....	17
3. FAITS MARQUANTS	19
4. INFORMATION SECTORIELLE	19
5. DONNEES OPERATIONNELLES	20
a. Chiffre d'affaires.....	20
b. Autres produits et charges opérationnels.....	20
c. Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés.....	21
d. Stocks.....	23
e. Dettes diverses courantes.....	23
f. Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation.....	23
6. AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)	24
a. Transactions avec les parties liées.....	24
b. Coûts des paiements fondés sur des actions.....	24
7. GOODWILL	25
8. AUTRES PROVISIONS	26
a. Garanties.....	26
b. Litiges et réclamations.....	26
c. Autres provisions.....	27
9. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS	27
a. Coût financier net.....	27
b. Dettes financières nettes.....	28
c. Instruments financiers dérivés.....	30
d. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable.....	31
10. IMPÔTS	34
11. CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE MERE	34
12. ENGAGEMENTS HORS BILAN	34
13. PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES DU GROUPE	35
14. EVENEMENTS POST-CLOTURE	36

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES CONSOLIDES RESUMES

1. LE GROUPE

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ci-joints présentent les opérations de la société Ingenico Group SA (ci-après dénommée « la Société ») et de ses filiales ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises sur lesquelles il exerce une influence notable ou un contrôle conjoint (l'ensemble étant désigné comme « le Groupe »).

Ingenico Group est le leader mondial des solutions de paiement intégrées, et propose à ses clients, banques et marchands, une gamme complète de solutions de paiement sécurisés, fluides et intégrées quel que soit le canal de vente : en boutique, en ligne ou sur mobile.

Ingenico Group SA est une société française dont les titres ont été admis sur le second marché de la bourse de Paris en 1985 et dont le siège social est situé à Paris.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 25 juillet 2018.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les principes comptables retenus pour l'établissement des états financiers intermédiaires consolidés résumés pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 sont identiques à ceux utilisés pour la présentation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, à l'exception de nouvelles normes applicables en date du 1^{er} janvier 2018.

En dehors des normes IFRS 15 et Clarifications d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » et IFRS 9 « Instruments financiers », les nouveaux textes obligatoirement applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 et concernant le Groupe n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés. Ils concernent :

- Amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des paiements sur base d'actions »
- IFRIC 22 « Paiement d'avance sur transactions en devises »
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2014 / 2016.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRSIC (« International Financial Reporting Standard Interpretations Committee ») ainsi que par l'Union Européenne au 30 juin 2018, mais d'application non obligatoire au 30 juin 2018, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Ils concernent principalement :

- IFRS 16 « Contrats de location » : le Groupe poursuit ses travaux d'analyse relatifs à la norme IFRS 16.

a. Première application de la norme IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS15 a été publiée en Mai 2014 et établit un modèle en cinq étapes pour comptabiliser les produits provenant des contrats avec les clients. Selon IFRS 15, les produits sont comptabilisés à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle une entité s'attend à avoir droit en échange du transfert de biens ou de services à un client.

Le Groupe a adopté IFRS 15 en utilisant la méthode d'adoption rétrospective complète.

L'incidence sur l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et au 1^{er} janvier 2017 est présentée ci-après.

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 déc. 2017	Retraitements IFRS15	31 déc. 2017 Retraité
Goodwill	2 478 521	-	2 478 521
Autres immobilisations incorporelles	957 504	-	957 504
Immobilisations corporelles	88 365	-	88 365
Participations dans les sociétés mises en équivalence	7 565	-	7 565
Actifs financiers	19 833	-	19 833
Actifs d'impôt différé	61 062	1 661	62 723
Autres actifs non courants	39 416	-	39 416
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	3 652 266	1 661	3 653 927
Stocks	170 573	-	170 573
Clients et créances d'exploitation	556 507	-	556 507
Créances liées à l'activité d'intermédiation	172 708	-	172 708
Autres actifs courants	38 776	7 123	45 899
Créances d'impôt courant	21 000	-	21 000
Instruments financiers dérivés	8 303	-	8 303
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	-	460 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	-	595 939
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	2 024 361	7 123	2 031 484
TOTAL DES ACTIFS	5 676 627	8 784	5 685 411

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 déc. 2017	Retraitements IFRS15	31 déc. 2017 Retraité
Capital	62 363	-	62 363
Primes d'émission et d'apport	817 990	-	817 990
Autres réserves	981 523	(8 416)	973 107
Ecart de conversion	(22 090)	182	(21 908)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	1 839 786	(8 235)	1 831 551
Participations non donnant pas le contrôle	11 130	(156)	10 974
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 850 916	(8 391)	1 842 525
Dettes financières à long terme	1 549 115	-	1 549 115
Provisions pour retraites et engagements assimilés	25 132	-	25 132
Autres provisions à long terme	24 417	-	24 417
Passifs d'impôt différé	226 546	(17)	226 529
Autres dettes non courantes	66 520	-	66 520
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 891 730	(17)	1 891 713
Dettes financières à court terme	552 619	-	552 619
Autres provisions à court terme	19 026	-	19 026
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	510 708	-	510 708
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	598 323	-	598 323
Dettes diverses courantes	226 309	17 192	243 501
Dettes d'impôt exigible	24 340	-	24 340
Instruments financiers dérivés	2 656	-	2 656
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 933 981	17 192	1 951 173
TOTAL DES PASSIFS	3 825 711	17 175	3 842 886
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	5 676 627	8 784	5 685 411

ACTIF

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janv. 2017	Retraitements IFRS15	1er janv. 2017 Retraité
Goodwill	1 409 291	-	1 409 291
Autres immobilisations incorporelles	488 151	-	488 151
Immobilisations corporelles	74 893	-	74 893
Participations dans les sociétés mises en équivalence	8 636	-	8 636
Actifs financiers	16 633	-	16 633
Actifs d'impôt différé	58 109	810	58 919
Autres actifs non courants	27 491	-	27 491
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 083 204	810	2 084 014
Stocks	172 483	-	172 483
Clients et créances d'exploitation	501 061	-	501 061
Créances liées à l'activité d'intermédiation	28 525	-	28 525
Autres actifs courants	23 972	2 512	26 484
Créances d'impôt courant	26 962	-	26 962
Instruments financiers dérivés	12 444	-	12 444
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	273 086	-	273 086
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 013 854	-	1 013 854
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	2 052 387	2 512	2 054 899
TOTAL DES ACTIFS	4 135 591	3 322	4 138 913

PASSIF

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janv. 2017	Retraitements IFRS15	1er janv. 2017 Retraité
Capital	61 493	-	61 493
Primes d'émission et d'apport	762 360	-	762 360
Autres réserves	840 986	(4 758)	836 228
Ecarts de conversion	37 827	182	38 009
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	1 702 666	(4 575)	1 698 091
Participations non donnant pas le contrôle	4 238	(156)	4 082
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 706 904	(4 731)	1 702 173
Dettes financières à long terme	896 440	-	896 440
Provisions pour retraites et engagements assimilés	24 804	-	24 804
Autres provisions à long terme	24 164	-	24 164
Passifs d'impôt différé	133 780	(16)	133 764
Autres dettes non courantes	126 866	-	126 866
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 206 054	(16)	1 206 038
Dettes financières à court terme	243 742	-	243 742
Autres provisions à court terme	29 797	-	29 797
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	504 601	-	504 601
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	301 611	-	301 611
Dettes diverses courantes	119 045	8 069	127 114
Dettes d'impôt exigible	20 036	-	20 036
Instruments financiers dérivés	3 801	-	3 801
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 222 633	8 069	1 230 702
TOTAL DES PASSIFS	2 428 687	8 053	2 436 740
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	4 135 591	3 322	4 138 913

L'incidence sur l'état des résultats au 30 juin 2017 est :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	Retraitements IFRS 15	30 juin 2017 Retraité
Chiffre d'affaires	1 221 776	353	1 222 129
Coût des ventes	(716 213)	1 495	(714 718)
Marge brute	505 563	1 848	507 411
Charges commerciales et marketing	(107 933)	-	(107 933)
Frais de recherche et développement	(91 122)	337	(90 785)
Frais administratifs	(108 729)	-	(108 729)
Résultat opérationnel courant	197 779	2 185	199 964
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(6 512)	-	(6 512)
Résultat opérationnel	191 267	2 185	193 452
Produits financiers	20 972	-	20 972
Charges financières	(29 009)	(2 261)	(31 270)
Résultat financier	(8 037)	(2 261)	(10 298)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	310	-	310
Résultat avant impôts	183 540	(76)	183 464
Impôts sur les bénéfices	(51 323)	-	(51 323)
Résultat net	132 217	(76)	132 141

Vente de terminaux de paiement et autres produits

Le produit des contrats conclus par le Groupe avec ses clients pour la vente de terminaux et autres produits représente une obligation de performance. Le Groupe a conclu que ces produits doivent être comptabilisés au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement à la livraison de l'équipement.

Par conséquent, l'adoption d'IFRS 15 n'a eu aucune incidence sur le moment de la comptabilisation des produits.

Remises sur volume

Le Groupe fournit parfois à ses clients des ristournes prospectives ou rétrospectives sur les produits achetés lorsque la quantité de produits achetés au cours de la période dépasse un seuil spécifié dans le contrat, et sur le nombre ou le montant des transactions quand ce nombre ou ce montant dépasse un seuil spécifié dans le contrat. Les remises sont déduites des montants payables par le client lors des achats subséquents.

- Avant l'adoption de la norme IFRS 15, le Groupe estimait les remises sur volume en fonction des probabilités d'atteinte des seuils.
- En vertu d'IFRS 15, les remises sur volume correspondent à une contrepartie variable qui est estimée en début de contrat et contrainte jusqu'à ce que l'incertitude associée soit résolue par la suite. Ceci conduit donc à un traitement similaire à la pratique antérieure.

Il n'y a donc pas d'ajustement relatif à ces remises sur volume dans l'état de situation financière au 31 décembre 2017, ni dans l'état des résultats du semestre clos le 30 juin 2017.

Vente de services de garantie étendue

Le Groupe fournit des garanties légales selon les lois et pratiques en vigueur dans les différents pays où il opère, qu'il comptabilise selon IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, conformément à sa pratique avant l'adoption d'IFRS 15. Dans certains contrats, le Groupe fournit des garanties prolongées d'un an jusqu'à cinq ans qui sont déjà comptabilisées comme des garanties de type service et enregistrées comme des obligations de prestations distinctes, auxquelles le Groupe alloue une partie du prix de la transaction sur la base du prix de vente individuel relatif. Les produits sont ensuite comptabilisés au fil du temps en fonction du temps écoulé à compter de la fin de la garantie légale. Lors de l'adoption d'IFRS 15, il n'y a donc pas eu de changement dans le mode de comptabilisation des garanties étendues.

Le Groupe a considéré que les paiements des garanties étendues intervenant au début du contrat constituaient une avance reçue des clients contenant une composante de financement tenant compte du délai entre le paiement et la délivrance de l'obligation de prestation « Garantie étendue ».

L'état de la situation financière au 31 décembre 2017 a été retraité au titre de la composante financement, entraînant une augmentation des dettes courantes de 2,7 millions d'euros et une diminution des résultats non distribués s'élevant à 2,3 millions d'euros.

L'état des résultats du semestre clos le 30 juin 2017 a également été retraité, entraînant une augmentation du revenu de 2 millions d'euros et des charges financières de 2,2 millions d'euros.

Ventes de services de solutions de paiement

Pour l'exécution de sa prestation complète lors de l'acquisition et le règlement des paiements reçus par carte bancaire par les marchands, le Groupe a recours à des contrats avec des tierces parties (établissements financiers tels que banque émettrice, banque acquéreuse lorsque celle-ci est externe au Groupe et schémas d'organismes de cartes de crédit de type Visa / Mastercard) en charge d'une partie de l'exécution des opérations permettant la bonne fin des transactions. Cette exécution d'une partie des opérations est rémunérée, entre autres, par les commissions d'interchange. Ces commissions sont répercutées à travers la chaîne des intervenants aux transactions et acquittées in fine par le marchand.

Avant l'adoption d'IFRS 15, le Groupe a conclu qu'il était exposé aux avantages et risques significatifs liés à la vente de ce service et donc comptabilisait notamment les commissions d'interchange sur une base brute comme principal. Le revenu comprenait donc le montant des commissions d'interchange qui sont par ailleurs enregistrées en charges dans les comptes du Groupe (en coût des ventes).

Avec l'adoption d'IFRS 15, le Groupe considère qu'il agit toujours en tant que principal. Le Groupe a une position de principal pour l'exécution de ces prestations qui forment un service complet qui inclut le processing du paiement, la bonne fin de la transaction en garantissant la collecte, et le versement du paiement sur le compte bancaire des marchands. La position du Groupe dans la chaîne de paiement en fait le principal obligé dans les transactions conduisant au règlement au marchand du paiement du consommateur final. En effet, le Groupe intègre les différentes étapes qui concourent à la réalisation de cette obligation de performance unique et qui incluent les services rendus par les tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement, dont la banque émettrice. Il existe un lien transformatif entre les différentes étapes dans la mesure où le niveau et la nature des tâches effectuées par Ingenico dépendent des tâches effectuées et informations fournies par les autres tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement.

En exécutant la promesse faite aux clients de leur assurer un paiement garanti leur permettant de délivrer leurs biens ou services aux porteurs de carte, le Groupe remplit une unique obligation de performance de l'acceptation du paiement au versement des fonds sur le compte du marchand. Dès lors, le groupe considère qu'il est en position de contrôler les services fournis par les tierces parties avant que le contrôle du service spécifié ne soit finalement délivré au marchand.

Dans ce cadre, le chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement au fur et à mesure de la facturation des transactions processées.

Il n'y a donc pas d'impact sur l'état de la situation financière au 1^{er} janvier et au 31 décembre 2017 ni sur l'état des résultats pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Frais initiaux non remboursables et développements pour le compte des clients

Dans l'activité Retail, avant l'exécution des premières transactions, il est nécessaire de procéder à l'embarquement du client dans les systèmes informatiques du Groupe.

Avant l'adoption d'IFRS 15, les revenus associés à ces activités étaient comptabilisés au moment où elles étaient remplies.

Avec l'adoption d'IFRS 15, le Groupe a estimé que ces activités ne constituaient pas une obligation de prestation distincte de l'obligation de performance d'assurer un paiement garanti aux clients marchands. En conséquence, les revenus de ces avances non-remboursables font l'objet d'un différé de comptabilisation jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite réparti linéairement sur la durée du contrat avec le client.

D'autre part, pour certains contrats, il est développé préalablement un certain nombre d'applications pour répondre aux besoins spécifiques des clients.

Avant l'adoption d'IFRS 15, le revenu de ces contrats de développement était comptabilisé à l'avancement en fonction de jalons techniques.

Avec l'adoption d'IFRS 15, il est considéré que les développements effectués dans ce cadre ne constituent pas une obligation de prestation distincte. Aussi, les revenus de ces contrats de développement sont différés jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite reconnu linéairement sur la durée du contrat. Les frais de développements encourus par le Groupe sont à l'inverse capitalisés en tant que coûts de réalisation du contrat jusqu'au démarrage du contrat, puis amortis linéairement sur la durée du contrat.

L'impact sur l'état de situation financière au 31 décembre 2017 est le suivant :

- une augmentation des dettes courantes de 14,5 millions d'euros (produits différés) et une diminution des résultats non distribués s'élevant à 6,1 millions d'euros,
- Une augmentation des actifs courants de 7,1 millions d'euros (coûts de réalisation de contrat activés).

L'état des résultats du semestre clos le 30 juin 2017 a également été retraité comme suit :

- Une augmentation inférieure à 0,1 million d'euros du revenu,
- Une diminution de 1,8 millions d'euros du revenu et une augmentation de 1,5 millions d'euros du coût des ventes et de 0,3 million d'euros des frais de R&D.

Autres ajustements

En plus des ajustements décrits ci-dessus, les autres éléments de la situation des états financiers tels que les impôts différés, la charge d'impôts et les bénéfices non répartis ont été ajustés au besoin. De plus, les différences de change sur la conversion des opérations à l'étranger ont également été ajustées.

b. Première application de la norme IFRS 9 : Instruments financiers

IFRS 9 Instruments financiers remplace IAS 39 Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018, regroupant les trois aspects de la comptabilisation des instruments financiers:

- classification et évaluation;
- dépréciation ;
- comptabilité de couverture.

À l'exception de la comptabilité de couverture, que le Groupe a appliquée de manière prospective, le Groupe a appliqué IFRS 9 rétrospectivement, avec la date d'application initiale du 1er janvier 2018 sans retraitement de l'information comparative qui reste présentée et évaluée suivant la norme IAS 39.

Classement et évaluation des instruments financiers

L'application rétrospective du volet « Classement et évaluation des instruments financiers » n'a pas eu d'impact significatif sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers détenus au 1^{er} janvier 2018.

Dépréciation des actifs financiers

L'adoption d'IFRS 9 a modifié la comptabilisation des pertes de valeur des actifs financiers par le Groupe en remplaçant l'approche des pertes encourues selon IAS 39 par une approche prospective des pertes sur créances attendues («Expected Credit Losses» ou «ECL»).

IFRS 9 exige que le Groupe comptabilise une dépréciation ECL au titre des créances clients, prêts et autres actifs financiers correspondant à des instruments de dette qui ne sont pas détenus à la juste valeur (changes in «Fair Value through Profit and Loss» ou «FVPL»).

Les ECL sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus conformément au contrat et tous les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir. Le manque à gagner est ensuite actualisé au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Pour les créances clients et autres débiteurs, le Groupe a appliqué l'approche simplifiée de la norme et a calculé les ECL en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie (les créances ont généralement une échéance inférieure à 12 mois). Le Groupe a ainsi établi des méthodes de dépréciation basées sur des ratings interne et externes ou sur l'historique des pertes de crédit du Groupe, ajustées des facteurs prospectifs spécifiques aux débiteurs et à l'environnement économique.

En l'absence d'autres éléments probants, le Groupe considère un actif financier en défaut lorsque le paiement contractuel est en souffrance depuis 90 jours. Toutefois, dans certains cas, le Groupe peut également considérer qu'un actif financier est en défaut lorsque des informations internes ou externes indiquent qu'il est peu probable que le Groupe reçoive intégralement les montants contractuels en circulation avant de prendre en compte les éventuelles augmentations de crédit détenues par le Groupe.

L'adoption des dispositions ECL d'IFRS 9 a entraîné une augmentation des dépréciations des actifs financiers, et un ajustement aux bénéfices non répartis. L'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2018 a été retraité, entraînant des diminutions des créances clients et autres débiteurs et des bénéfices non distribués de 1 million d'euros. L'état des résultats du semestre clos le 30 juin 2017 n'a pas été retraité compte tenu du choix de première comptabilisation de IFRS 9 (rétrospectif sans retraitement de l'information comparative).

Comptabilité de couverture

Le Groupe a choisi d'appliquer les nouvelles dispositions d'IFRS 9 sur la comptabilité de couverture à compter du 1er janvier 2018. Cette application est effectuée de manière prospective. Elle n'a pas eu d'impact sur les relations de couverture désignées antérieurement. L'application des nouvelles dispositions d'IFRS 9 en matière de couverture n'a donc pas eu d'impact significatif sur les états financiers.

Conversion des états financiers

Les taux de conversion des principales devises utilisées dans le Groupe sur l'exercice 2017 et les périodes de 6 mois closes aux 30 juin 2017 et 2018 sont les suivants :

Taux de clôture	30 juin 2018	31 déc. 2017
Dollar américain	1,1658	1,1993
Dollar canadien	1,5442	1,5039
Dollar australien	1,5787	1,5346
Livre anglaise	0,8861	0,8872
Real brésilien	4,4951	3,9729
Yuan chinois	7,7170	7,8044

Taux moyens	30 juin 2018	30 juin 2017
Dollar américain	1,2108	1,0825
Dollar canadien	1,5464	1,4445
Dollar australien	1,5693	1,4356
Livre anglaise	0,8797	0,8600
Real brésilien	4,1467	3,4393
Yuan chinois	7,7100	7,4418

Estimations et jugements

La préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés nécessite de la part de la Direction l'exercice d'un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Détermination de la charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée au titre de chaque période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle.

Estimation des engagements de retraites et assimilés

Pour les comptes intermédiaires, les charges de retraite et avantages assimilés sont estimées à la moitié du montant de la charge annuelle projetée, calculée pour l'exercice en cours sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent, sauf événement particulier justifiant une mise à jour spécifique.

3. FAITS MARQUANTS

Acquisition de Paymark

Le 17 janvier 2018, le Groupe a annoncé l'acquisition de Paymark, réseau néo-zélandais de paiement électronique, pour un montant total de 190 millions de dollars néo-zélandais.

L'opération devrait être finalisée au cours du second semestre 2018. En conséquence, les comptes de cette société ne sont pas consolidés dans ceux du Groupe au 30 juin 2018.

Acquisition d'Airlink

Le 2 février 2018, le Groupe a clôturé l'acquisition d'Airlink, distributeur à valeur ajoutée de solutions de paiement basé à Taiwan. Airlink fournit aux acquéreurs et retailers des terminaux de paiement et des services associés tels que l'installation, la maintenance et le développement logiciel.

Les comptes de cette société sont consolidés dans ceux du Groupe au 30 juin 2018.

Rachat des parts de Fosun dans les activités chinoises du Groupe

Conformément aux accords d'actionnaires conclus le 7 mai 2015 avec Fosun, le Groupe a procédé le 22 janvier 2018 au rachat des 20% détenus par Fosun dans Ingenico Holdings Asia au prix déterminé de 104,6 millions de dollars. Suite à cette opération, Ingenico Group détient 97% du holding détenteur des sociétés chinoises du Groupe.

Fusion de BS PAYONE avec les actifs DACH d'Ingenico Retail

Le Groupe a annoncé le 30 mai 2018 qu'il entrait en négociations exclusives en vue de combiner BS PAYONE avec les actifs Retail d'Ingenico Group dans la région DACH (Allemagne, Autriche et Suisse). Cette combinaison d'actifs n'intègre pas de composante en numéraire.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les principes de détermination des secteurs sont présentés en note 4 Information sectorielle des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017. Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le comité exécutif, principal décideur opérationnel tel que défini par IFRS 8, pour l'évaluation de la performance des différents secteurs.

(en milliers d'euros)	30 juin 2018		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-groupe	599 199	630 185	1 229 384
Terminaux et services liés			711 611
Transactions			517 773
Résultat opérationnel courant	101 461	10 465	111 926

(en milliers d'euros)	30 juin 2017		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-groupe	708 672	513 457	1 222 129
Terminaux et services liés			828 769
Transactions			393 360
Résultat opérationnel courant	167 842	32 122	199 964

Au 30 juin 2018, le chiffre d'affaires de la business unit Banques & Acquéreurs s'élève à 599,2 millions d'euros, contre 708,7 millions d'euros au 30 juin 2017. Le chiffre d'affaires de la business unit Retail s'élève à 630,2 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 513,5 millions d'euros au 30 juin 2017.

5. DONNEES OPERATIONNELLES

a. Chiffre d'affaires

Les revenus du Groupe comptabilisés au titre des contrats avec les clients ont été ventilés par catégorie d'obligation de performance.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Ventes de Terminaux, accessoires, transports	573 478	728 918
Services associés au terminal	138 133	99 851
Processing et acquisitions de paiement	504 742	359 108
Services au processing	13 031	34 252
Total	1 229 384	1 222 129

b. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Frais de restructuration et relatifs aux regroupements d'entreprises	(16 549)	(5 457)
Autres	(1 153)	(1 055)
Total	(17 702)	(6 512)

Les autres produits et charges opérationnels comprennent essentiellement des frais de restructuration relatifs aux regroupements d'entreprises pour un total de 16,5 millions d'euros au 30 juin 2018 et pour un montant de 5,5 millions d'euros au 30 juin 2017.

c. Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés

L'objectif de cette note est de faire le lien entre les indicateurs de performance utilisés en communication financière et les états financiers consolidés du Groupe.

L'EBITDA est une notion extracomptable représentant le résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et provisions, et coût des rémunérations fondées sur des actions.

L'EBIT correspond au résultat opérationnel courant ajusté de la charge d'amortissement des prix d'acquisition affectés aux actifs dans le cadre des regroupements d'entreprises.

Le free cash-flow représente l'EBITDA diminué : des éléments cash des autres produits et charges opérationnels, de la variation de besoin en fonds de roulement, des investissements nets des produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles, des charges financières payées nettes des produits financiers encaissés et de l'impôt payé.

(en milliers d'euros)

	30 juin 2018					
	Comptes de résultat	Amortissement Purchase Price Allocation	Réconciliation avec l'EBIT	Coûts des paiements fondés sur des actions	Autres charges d'amortissement et dotations aux provisions	Réconciliation avec l'EBITDA
Chiffre d'affaires	1 229 384	-	1 229 384	-	-	1 229 384
Coût des ventes	(768 098)	16 461	(751 637)	191	11 045	(740 401)
Marge brute	461 286					
Charges commerciales et marketing	(130 912)	30 314	(100 598)	743	832	(99 023)
Frais de recherche et développement	(86 535)	-	(86 535)	120	15 493	(70 922)
Frais administratifs	(131 913)	-	(131 913)	(195)	6 713	(125 395)
Résultat opérationnel courant	111 926					
EBIT			158 701			
EBITDA						193 643

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018		
	Tableau des flux de trésorerie	Free cash-flow	Elements du TFT hors free cash-flow
Résultat de la période	54 667	54 667	--
Ajustements pour :			
- Résultat des mises en équivalence	--	--	--
- Elimination de la charge (produit) d'impôt	20 117	20 117	--
- Elimination des amortissements et provisions	82 960	82 960	--
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur et dette financière)	1 194	2 449	(1 255)
- Elimination des résultats de cession d'actifs	(40)	(40)	--
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes	14 514	14 514	--
- Coût des paiements fondés sur des actions	859	859	--
Intérêts versés	(10 544)	(10 544)	--
Impôts payés	(48 445)	(48 445)	--
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	115 282		
- Stocks	(22 825)	(22 825)	--
- Créances et autres débiteurs	(45 116)	(45 116)	--
- Dettes fournisseurs et autres créditeurs	23 636	23 636	--
Variation du besoin en fonds de roulement	(44 305)		
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands	(25 684)	--	(25 684)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	45 293		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(53 552)	(53 552)	--
Produit de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	311	311	--
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(15 225)	--	(15 225)
Prêts et avances consentis	(1 090)	--	(1 090)
Remboursements reçus sur prêts	1 420	--	1 420
Dividendes reçus	51	--	51
Intérêts encaissés	3 733	3 733	--
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(64 352)		
Augmentation de capital	--	--	--
(Achats) / ventes d'actions propres	(86 786)	--	(86 786)
Emissions d'emprunts	304 231	--	304 231
Remboursements d'emprunts	(69 404)	--	(69 404)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	(93 123)	--	(93 123)
Financement du préfinancement marchands	24 202	--	24 202
Variation des autres dettes financières	(58)	--	(58)
Effet des instruments financiers dérivés	(418)	--	(418)
Dividendes versés aux actionnaires	(55 026)	--	(55 026)
Impôt sur les opérations de financement	4 449	--	4 449
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	28 067		
Incidence de la variation de cours des devises	2 520	--	2 520
VARIATION DE TRESORERIE	11 528		
Free Cash Flow		22 724	

d. Stocks

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	31 déc. 2017 Retraité
Matières premières et consommables	49 228	35 941
Produits finis	157 846	150 140
Dépréciations matières premières et consommables	(6 400)	(5 393)
Dépréciations Produits finis	(10 265)	(10 115)
Total	190 409	170 573

e. Dettes diverses courantes

Les dettes diverses s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	31 déc 2017 Retraité
Produits constatés d'avance	113 200	141 434
Autres dettes	5 203	102 067
Total	118 403	243 501

Les produits constatés d'avance proviennent des filiales distributrices de terminaux, pour des revenus différés sur des garanties vendues et pour la filiale Fujian Landi, des marchandises facturées mais non encore livrées.

Au 31 décembre 2017, les autres dettes courantes comprennent une dette de put vis-à-vis de Fosun, actionnaire minoritaire à hauteur de 20% dans les activités chinoises du Groupe. Comme décrit en note 3 « Faits Marquants », le Groupe a procédé au rachat des parts détenues par Fosun.

f. Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation

Les principes relatifs aux créances, fonds et dettes liées à l'activité d'intermédiation sont présentés en note 5 Données opérationnelles des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017.

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	31 déc 2017 Retraité
Créances liées à l'activité d'intermédiation	171 390	172 708
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	574 456	460 555
Total des actifs liés à l'activité d'intermédiation	745 846	633 263
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	688 020	598 323
Financement du préfinancement marchands	56 409	34 940
Total des passifs liés à l'activité d'intermédiation	744 429	633 263

6. AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)

a. Transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages relatifs au Comité Exécutif du 1er janvier au 30 juin 2018 et 2017 se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Avantages à court terme (1)	6 073	5 460
Rémunération en actions (2)	1 678	836
Total	7 751	6 296

(1) Comprend l'ensemble des rémunérations versées sur la période (salaires bruts y compris la part variable, primes et avantages en nature, intéressement et participation).

(2) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'actions gratuites et co-investissement.

Les rémunérations présentées dans cette note concernent uniquement les membres du Comité Exécutif qui a pour mission de définir la stratégie du Groupe, de créer les conditions qui permettront sa mise en œuvre et d'atteindre les objectifs fixés. Le Comité Exécutif est présidé par le Président Directeur Général.

Au 30 juin 2018, le Comité Exécutif compte 15 membres.

b. Coûts des paiements fondés sur des actions

Actions gratuites et co-investissement

Le nombre d'actions attribuées dans le cadre de plan d'actions gratuites existantes au 30 juin 2018 attribuées au cours des années précédentes se répartit comme suit :

- 9 550 actions relatives au plan décidé le 29 octobre 2014 ;
- 49 400 actions relatives au plan décidé le 29 juillet 2015 ;
- 18 610 actions relatives au plan décidé le 29 juillet 2016 ;
- 57 610 actions relatives aux plans décidés les 10 mai, 20 juin et 28 août 2017.

Au 30 juin 2018, 24 160 actions attribuées dans le cadre du plan de co-investissement du 29 octobre 2014, et 103 630 actions attribuées dans le cadre des plans de co-investissement des 20 juin et 28 août 2017 restent en circulation.

Au cours du premier semestre, deux plans d'actions gratuites et un plan de co-investissement ont été mis en place. Les bénéficiaires sont des membres du Comité Exécutif et des managers du Groupe. L'attribution des actions est conditionnée à des critères de présence et de performance interne (performance financière basée sur l'EBITDA) et externe (évolution du cours de l'action). Le nombre maximum d'actions à attribuer est de 411 874.

Autres paiements basés sur des actions

Le Groupe peut attribuer à certains de ses salariés des rémunérations indexées sur le cours de l'action Ingenico Group SA, ou des actions d'autres entités du Groupe, et réglées en trésorerie.

Ces droits à l'appréciation d'actions sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des sommes à verser est étalée en charges en résultat opérationnel sur la période d'acquisition des droits en contrepartie des autres dettes. Cette dette est réévaluée à sa juste valeur par résultat jusqu'à son règlement.

Incidence sur les états financiers

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées dans le cadre des plans d'actions gratuites et de co-investissement et après estimation des critères internes et externes de valorisation (présence et performance le cas échéant), la charge reconnue en résultat opérationnel du paiement en instruments de capitaux propres au 30 juin 2018 s'élève à 3,1 millions d'euros (contre 4 millions d'euros au 30 juin 2017).

La charge relative aux autres paiements en trésorerie basés sur des actions s'élève quant à elle à 2,3 millions d'euros (contre 3,3 millions d'euros au 30 juin 2017).

7. GOODWILL

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	31 déc 2017 Retraité
Au 1er janvier (valeur nette)	2 478 521	1 409 291
Investissements	11 195	1 110 454
Différences de conversion	(57 338)	(33 109)
Ajustements	(65 244)	(8 115)
En fin de période (valeur nette)	2 367 134	2 478 521

Investissements et ajustements de la période

Comme décrit dans la note 3 « Faits marquants », le Groupe a réalisé en février 2018, l'acquisition du Groupe Airlink. Le goodwill s'élève à 9 millions d'euros au 30 juin 2018.

Par ailleurs, l'allocation du prix d'acquisition de Bambora, acquis en novembre 2017, a été revue.

Bambora est un groupe spécialisé dans les services de paiement. Ainsi le Groupe a reconnu dans son bilan trois types d'actifs incorporels : les actifs technologiques relatifs aux plateformes informatiques qui permettent à Bambora d'opérer, les portefeuilles de relations clients apportés au Groupe, ainsi que la marque Bambora. Les techniques d'évaluation utilisées dans le cadre de cet exercice sont la méthode des redevances et la méthode des surprofits (*Relief from royalty* et *excess earnings method*). Le Groupe a reconnu des relations clients pour 333 millions d'euros, des technologies pour 212 millions d'euros et une marque pour 12 millions d'euros. L'impôt différé passif comptabilisé s'élève à 128 millions d'euros.

Le goodwill net de l'allocation de prix diminue de 56 millions d'euros à 981 millions d'euros, hors effet de change. Ce goodwill résiduel comprend principalement :

- la compétence des salariés ;
- la capacité à générer de nouvelles opportunités via le gain de nouveaux clients et le développement de nouvelles offres ;
- les synergies attendues de l'intégration avec le reste du Groupe.

8. AUTRES PROVISIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 1er janvier 2018	Différence de conversion	Variations de périmètre	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Autres mouvements	Solde au 30 juin 2018
Provisions pour garanties	16 041	(18)	181	6 042	(6 541)	2	(90)	15 617
Provisions pour litiges et réclamations	6 104	(33)	-	951	(69)	-	-	6 953
Provisions pour restructuration	4 332	(139)	-	4 196	(2 469)	-	1	5 921
Autres provisions	16 967	(37)	-	2 360	(2 763)	(714)	(1 715)	14 098
Total	43 444	(227)	181	13 549	(11 842)	(712)	(1 804)	42 589

a. Garanties

La vente des terminaux est généralement accompagnée d'une garantie de 12 mois. La provision pour garantie au passif du bilan traduit les coûts attendus par le Groupe afin de satisfaire à ses obligations de réparation des terminaux. Le calcul est statistique, basé sur des données historiques. La variation des provisions pour garanties peut donc traduire deux phénomènes différents :

- La croissance ou la baisse des ventes accompagnées de garanties dans certaines filiales ;
- Ou une révision du calcul de la provision.

b. Litiges et réclamations

Ingenico est engagé dans un certain nombre de réclamations et de procédures judiciaires et arbitrales qui sont apparues dans le cadre normal de ses activités. Ces réclamations et procédures font l'objet d'une revue régulière par la Direction Juridique du Groupe et sont couvertes par des provisions lorsque le Groupe considère qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour couvrir le risque encouru et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite, étant précisé que la survenance d'évènements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque. Les reprises sans objet résultent, pour l'essentiel, de la résolution de ces litiges, pour lesquels le Groupe a eu gain de cause ou pour lesquels le montant réel du préjudice s'est avéré inférieur à son montant estimé.

Litiges fiscaux

Au cours de l'exercice 2018 et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôle fiscal et parfois de proposition de rectifications. Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provisions pour les montants notifiés et acceptés ou considérés comme présentant une sortie de ressources probable et pouvant être déterminés de manière fiable.

Le Groupe revoit périodiquement l'estimation de ce risque au regard de l'évolution des contrôles et des contentieux et estime qu'aucun contrôle en cours n'aura d'impact significatif sur sa situation financière ou sa liquidité.

Litiges fiscaux au Brésil

Ainsi, des procédures de redressement fiscal concernant une filiale au Brésil sont toujours en cours. Elles sont liées à l'ICMS, avec un montant en cause (principal, au titre des années 2004 à 2009, intérêts et pénalités) de l'ordre de 60,0 millions d'euros au 30 juin 2018. Dans un contexte de guerre fiscale entre États (Tax War) qui affecte Ingenico au même titre qu'un grand nombre d'entreprises brésiliennes et internationales, l'administration fiscale de l'État de Sao Paulo conteste la déduction par Ingenico Do Brasil, d'une fraction de l'ICMS mentionnée sur les factures émises par un de ses fournisseurs. En effet, ce dernier bénéficierait d'un avantage fiscal accordé par l'État du Minas Gerais dans lequel il est implanté, qui ne serait pas conforme à la législation fédérale. Tous les redressements notifiés en matière d'ICMS sont encore en cours de contestations devant les cours administratives brésiliennes. Au 30 juin 2018, aucune décision définitive des cours administratives brésiliennes n'a été notifiée à Ingenico et, par conséquent, aucune demande de mise en recouvrement n'a été reçue. Par ailleurs, la filiale, appuyée par ses conseils spécialisés, estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de l'administration. Au regard de l'analyse de ces risques et en application des critères de la norme IAS 37, aucune provision n'est constatée dans les comptes au 30 juin 2018.

c. Autres provisions

Les autres provisions correspondent à des provisions pour charges liées à l'activité (engagement de rachat de stocks des fournisseurs, risques qualité clients, indemnités commerciales clients...).

9. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

a. Coût financier net

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Charges d'intérêts sur les emprunts au coût amorti et les emprunts obligataires	(17 525)	(10 657)
Charges d'intérêts sur les contrats de location-financement	(3)	(31)
Coût de l'endettement financier	(17 528)	(10 688)
Produits d'intérêts des prêts financiers	77	331
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 475	1 414
Produits d'intérêts des contrats de location-financement	2 048	2 387
Coût de l'endettement financier net	(13 928)	(6 556)
Gains de change	44 874	16 676
Pertes de change	(47 830)	(17 417)
Résultat de change	(2 956)	(741)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(230)	(233)
Gains/(pertes) sur les titres de participations	-	-
Autres produits financiers	321	164
Autres charges financières	(2 647)	(2 932)
Autres produits et charges financiers	(2 556)	(3 001)
Coût financier net	(19 440)	(10 298)
Total des produits financiers	48 795	20 972
Total des charges financières	(68 235)	(31 270)

L'analyse du coût financier à fin juin 2018 est la suivante :

Les charges d'intérêts sur emprunts sont liées aux emprunts décrits dans le paragraphe b.

- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) est de 5,5 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2014 et au swap qui lui est adossé est de 4,4 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2017 est de 5,2 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative aux emprunts bancaires est de 2,7 millions d'euros (incluant l'amortissement des frais du crédit syndiqué et la commission d'engagement).

Les billets de trésorerie, du fait des taux négatifs, ne génèrent pas de charges d'intérêt mais des produits.

Le résultat de change représentant une perte nette de 3,0 millions d'euros à fin juin 2018 (versus 0,7 million d'euros, fin juin 2017) résulte de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés. Il comprend également la part inefficace des couvertures à caractère opérationnel.

Les autres produits et charges financiers comprennent des charges financières liées à l'affacturage, ainsi que des charges relatives aux engagements de retraite.

b. Dettes financières nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	31 déc 2017 Retraité	30 juin 2017 Retraité
Emprunts obligataires	1 051 229	1 050 904	456 468
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	453 431	447 966	442 627
Autres dettes financières	107 181	52 310	2 537
Dettes bancaires	247 727	(2 142)	(2 208)
Dettes liées aux contrats de location-financement	77	77	-
Dettes financières à plus d'un an	1 859 645	1 549 115	899 424
Billets de trésorerie	431 000	500 000	439 000
Comptes créditeurs de banque	6 017	7 367	8 913
Autres dettes financières	1 542	1 470	1 905
Dettes bancaires ou assimilées	1	372	391
Intérêts courus non échus	9 325	8 323	893
Dettes liées aux contrats de location-financement	147	147	488
Dettes financières à moins d'un an	448 032	517 679	451 590
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	2 307 677	2 066 794	1 351 014
Trésorerie	510 852	505 973	1 027 432
Valeur mobilières de placement et dépôts à terme	95 265	89 966	145 750
Trésorerie et équivalents de trésorerie	606 117	595 939	1 173 182
Endettement financier net	1 701 560	1 470 855	177 832

Les dettes financières à moins d'un an excluent la ligne de financement du préfinancement marchands, utilisée au 30 juin 2018 à hauteur de 56,4 millions d'euros.

Au 30 juin 2018, les dettes bancaires et obligataires à court et à long terme s'élèvent à 2 307,7 millions d'euros (versus 2 066,8 millions d'euros fin 2017), dont principalement :

- 595,2 millions d'euros correspondent à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 ;
- 456,0 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire émis en mai 2014 ;
- 453,4 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire convertible (OCEANE) émis le 26 juin 2015 ;
- 104,8 millions d'euros correspondent à des placements privés contractés en mai 2018 et décembre 2017 ;
- 431,0 millions d'euros correspondent à des billets de trésorerie. En mai 2018, le Groupe a procédé à une augmentation du plafond de son programme de billets de trésorerie de 500 à 750 millions d'euros ;
- 249,4 millions d'euros correspondent à un emprunt bancaire mobilisé en mars 2018.

Emprunts obligataires

Le 13 septembre 2017, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 13 septembre 2024. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 600 millions d'euros et est représenté par 6 000 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 1,625 %. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Le 20 mai 2014, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 20 mai 2021. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 450 millions d'euros et est représenté par 4500 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 2,5%. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Emprunt obligataire convertible

Le 26 juin 2015, le Groupe a procédé à une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions Ingenico nouvelles ou existantes (OCEANES) ayant pour date d'échéance le 26 juin 2022 (ISIN : FR0012817542). Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 500 millions d'euros et il est représenté par 2 904 443 obligations d'une valeur nominale de 172,15 euros.

L'OCEANE est qualifiée d'instrument financier composé et, à ce titre, entre dans le champ d'application d'IAS 32 qui impose de comptabiliser séparément dans le bilan la composante capitaux propres (l'option d'achat que le porteur détient en vue de convertir son obligation en action) de la composante passif financier (l'engagement contractuel de remettre de la trésorerie).

La juste valeur de la dette ainsi que la part affectée en capitaux propres, sont calculées à la date de l'émission de l'OCEANE, soit le 26 juin 2015.

La juste valeur de la dette au bilan, incluse dans les dettes à long terme, est calculée par référence au taux moyen du marché pour une obligation non convertible. La différence entre la valeur faciale de l'emprunt obligataire et sa juste valeur est affectée en capitaux propres dans les autres réserves, net d'impôts différés.

L'OCEANE est émise à un taux d'intérêt nominal de 0%. Le taux moyen du marché pour une obligation de maturité équivalente au moment de l'émission aurait été de 2,31%. La juste valeur de la composante dette équivaut à 422,7 millions d'euros à l'origine et à 73,3 millions d'euros pour la composante optionnelle, après prise en compte du call émetteur et de l'imputation des frais d'émission (4,1 millions d'euros répartis au prorata entre dette et capitaux propres).

Le taux d'intérêt effectif, après imputation des frais d'émission d'emprunts et reclassement de la composante capitaux propres de l'emprunt, se situe à 2,41%.

Le Groupe a couvert partiellement son obligation de livraison d'actions propres et donc la dilution potentielle au titre de la conversion des OCEANES en procédant en novembre 2016 à l'achat de 1 500 000 options d'achat.

Au 30 juin 2018, le ratio de conversion est de 1,005 action pour une obligation.

Dettes bancaires

En décembre 2016, le Groupe a renégocié sa ligne de crédit syndiqué à maturité juillet 2021 et porté son montant de 500 à 750 millions d'euros. Deux options d'extension (d'un an) complémentaires ont été octroyées et le syndicat des banques a été élargi. Cette ligne n'est soumise à aucun covenant.

Des cas de remboursement anticipé sont prévus à l'initiative d'Ingenico ou des prêteurs dans les cas usuels.

Le taux d'intérêt de l'emprunt est variable et se base sur l'Euribor (1 à 6 mois) plus marge.

À fin juin 2018, comme à fin décembre 2017, le crédit syndiqué n'est pas utilisé.

En septembre 2017, le Groupe a contracté un emprunt bancaire d'un nominal de 250 millions d'euros, qui a été mobilisé le 14 mars 2018, pour une maturité de trois ans. La rémunération de l'emprunt est variable et basée sur l'Euribor 6 mois plus marge. Cet emprunt n'est soumis à aucun covenant.

Autres dettes financières

En décembre 2017, le Groupe a souscrit à un placement privé d'un montant de 50 millions d'euros, à maturité trois ans, à taux fixe de 0,647 %.

En mai 2018, le Groupe a souscrit à deux placements privés d'un montant de 25 et 30 millions d'euros à maturité 7 ans, à taux fixe de 1,677%.

Concours bancaires

Les concours bancaires s'élèvent à 6,0 millions d'euros dont 5,7 millions d'euros attribuables à Ingenico Payment Services GmbH.

c. Instruments financiers dérivés

Juste valeur des instruments dérivés à la clôture

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	31 déc. 2017 Retraité
Instruments dérivés de taux		
Actif courant	7 446	7 864
Passif courant	-	-
Instruments dérivés de change		
Actif courant	2 754	439
Passif courant	(1 656)	(2 656)
Total	8 544	5 647

Au 30 juin 2018, les instruments financiers portant sur les opérations de change comprennent des contrats à terme, des forwards, des swaps et des options.

Les variations de valeur des instruments de couverture inefficaces ou celles des parties inefficaces d'instruments de couverture efficaces, sont enregistrées directement en résultat financier. Elles sont principalement liées aux différentiels de taux d'intérêts entre la devise des éléments couverts et l'euro dans le cas des couvertures de change.

En 2014, le Groupe a mis en place un swap de taux, à hauteur de 50% du nominal de l'emprunt obligataire émis en 2014, soit 225 millions d'euros, d'une durée de vie de 7 ans. Ce swap transforme une partie de l'exposition à taux fixe du Groupe en taux variable. Cette couverture est comptabilisée en fair value hedge, les variations de juste valeur du dérivé sont comptabilisées par résultat, tout comme les variations de juste valeur de son sous-jacent.

d. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable

Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	30 juin 2018					
	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Actifs et passifs au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par OCI non recyclables	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	4 664	16 157	-	20 821	20 821
Autres actifs non courants	-	25 834	-	-	25 834	25 834
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	577 332	-	-	577 332	577 332
Trésorerie et équivalents de trésorerie	606 117	-	-	-	606 117	606 117
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	171 390	-	-	171 390	171 390
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	574 456	-	-	-	574 456	574 456
Instruments financiers dérivés	9 944	-	-	256	10 200	10 200
Total actif	1 190 517	779 220	16 157	256	1 986 150	1 986 150
Emprunt obligataire convertible "OCEANE" (1)	-	453 431	-	-	453 431	484 525
Emprunts obligataires	-	1 051 229	-	-	1 051 229	1 058 447
Emprunts à long terme	-	354 984	-	-	354 984	354 984
Autres dettes non courantes	6 849	31 341	-	-	38 190	38 190
Emprunts à court terme	-	448 032	-	-	448 032	448 032
Financement du préfinancement marchands	-	56 409	-	-	56 409	56 409
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	1 250	526 996	-	-	528 246	528 246
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	688 020	-	-	688 020	688 020
Instruments financiers dérivés	1 643	-	-	13	1 656	1 656
Total passif	9 742	3 610 442	-	13	3 620 197	3 658 509

Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Actifs et passifs au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par OCI non recyclables	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	4 555	15 278	-	19 833	19 833
Autres actifs non courants	-	24 876	-	-	24 876	24 876
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	546 788	-	-	546 788	546 788
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	-	-	-	595 939	595 939
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	172 708	-	-	172 708	172 708
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	-	-	-	460 555	460 555
Instruments financiers dérivés	8 206	-	-	98	8 304	8 304
Total actif	1 064 700	748 927	15 278	98	1 829 003	1 829 003
Emprunt obligataire convertible (OCEANE) (1)	-	447 966	-	-	447 966	493 026
Emprunts obligataires	-	1 050 904	-	-	1 050 904	1 078 367
Emprunts à long terme	-	50 245	-	-	50 245	50 245
Autres dettes non courantes	11 948	28 217	6 648	-	46 813	46 813
Emprunts à court terme	-	517 678	-	-	517 678	517 678
Financement du préfinancement marchands	-	34 940	-	-	34 940	34 940
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	515 307	94 469	-	609 776	609 776
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	598 322	-	-	598 322	598 322
Instruments financiers dérivés	2 599	-	-	58	2 657	2 657
Total passif	14 547	3 243 579	101 117	58	3 359 301	3 431 824

(1) La juste valeur de l'emprunt obligataire OCEANE tient compte de la composante dette et de la composante capitaux propres.

La juste valeur des emprunts obligataire et obligataire convertible correspond au nombre d'obligations en circulation multiplié par leur cours de cotation au 30 juin 2018.

Hiérarchie de juste valeur

Les critères utilisés pour classer les instruments financiers dans chaque niveau de juste valeur sont des critères objectifs basés sur la définition des niveaux de juste valeur selon la norme IFRS 13.

Les classes d'actifs et de passifs valorisées à la juste valeur après leur première comptabilisation sont les suivantes :

- Actifs / passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat et par capitaux propres,
- Actifs disponibles à la vente,
- Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques,
- Niveau 2 : des données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix),
- Niveau 3 : des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données d'entrée non observables).

Ces actifs et passifs financiers correspondent aux trois niveaux de juste valeur présentés dans les tableaux suivants pour les années 2018 et 2017.

Par ailleurs, nous n'avons pas effectué de transfert entre les différents niveaux, entre 2017 et 2018.

(en milliers d'euros)	30 juin 2018			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	16 157	-	-	16 157
Instruments financiers dérivés (1)	10 200	-	10 200	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	574 456	574 456	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	606 117	606 117	-	-
Total actif	1 206 930	1 180 573	10 200	16 157
Autres dettes non courantes	6 849	-	-	6 849
Autres dettes courantes	1 250	-	-	1 250
Instruments financiers dérivés (1)	1 656	-	1 656	-
Total passif	9 755	-	1 656	8 099

(en milliers d'euros)	31 déc 2017 Retraité			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	15 278	-	-	15 278
Instruments financiers dérivés (1)	8 303	-	8 303	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	460 555	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	595 939	-	-
Total actif	1 080 075	1 056 494	8 303	15 278
Autres dettes non courantes	18 596	-	-	18 596
Autres dettes courantes	94 469	-	-	94 469
Instruments financiers dérivés (1)	2 656	-	2 656	-
Total passif	115 721	-	2 656	113 065

⁽¹⁾ Les instruments financiers dérivés correspondent à des actifs ou passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat ou à des instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

Fin 2017, les autres dettes courantes et non courantes en niveau 3 comprennent deux dettes de put vis-à-vis des actionnaires minoritaires d'Ingenico Japan Co Ltd. et Ingenico Holdings Asia Ltd. Ces deux dettes de put ont été soldées sur le premier semestre 2018.

10. IMPÔTS

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
Résultat avant impôt (hors sociétés mises en équivalence)	74 784	183 154
Impôt sur les bénéfices	(20 117)	(51 323)
Taux d'impôt effectif	26,9%	28,0%

Au 30 juin 2018, la charge d'impôt est estimée en fonction des faits connus et anticipés à la date d'arrêt, selon la méthode du taux projeté. Cette méthode permet une meilleure estimation de la charge d'impôt de la période, par application du taux d'impôt prévisionnel annuel aux résultats semestriels.

Le rapport entre la charge d'impôt du premier semestre 2018 et le résultat avant impôt, soit le taux effectif d'impôt, est de 26,9%. Il était de 28,0% au 30 juin 2017. La diminution du taux d'impôt s'explique notamment par la diminution de charges non déductibles telles que la charge de personnel relative aux paiements fondés sur des actions ou la quote-part de frais et charges sur les dividendes reçus de filiales étrangères.

Le taux d'impôt projeté au 30 juin 2018 bénéficie de l'effet globalement positif résultant de taux d'imposition locaux inférieurs au taux d'impôt de la maison mère. En revanche, le classement de la CVAE en impôts courants et les retenues à la source sur les dividendes versés par des filiales du Groupe contribuent à dégrader le taux d'impôt effectif.

11. CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE MERE

Nombre d'actions en circulation

	30 juin 2018	31 déc. 2017 Retraité
Emises au 1er Janvier	62 363 114	61 493 241
Emises dans le cadre des distributions de dividendes (1)	781 413	731 856
Emises dans le cadre des options exercées et actions acquises	-	112 000
Emises dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés	-	26 017
Emises en fin d'exercice	63 144 527	62 363 114
Actions propres en fin d'exercice	1 391 734	114 734
En circulation en fin d'exercice	61 752 793	62 248 380

(1) Voir V. Etat de variation des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2018, le capital social d'Ingenico Group SA est composé de 63 144 527 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Actions propres

(en euros)	1er janvier 2018	Acquisitions	Cessions	30 juin 2018
Nombres de titres	114 734	1 576 641	(299 641)	1 391 734
Valeur	23,52	69,81	77,71	64,39
Total	2 698 027	110 071 499	(23 154 759)	89 614 767

Le portefeuille des actions achetées en nom propre était de 114 734 actions au 31 décembre 2017.

Le portefeuille des actions afférent au contrat de liquidité ne contenait pas d'action au 30 juin 2018. Le Groupe a effectué 1 576 641 acquisitions d'actions durant le premier semestre, et 299 641 cessions.

Ainsi, le portefeuille des actions achetées en nom propre est de 1 391 734 actions au 30 juin 2018.

12. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan sont de même nature qu'au 31 décembre 2017.

13. PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE

Société	Pays	% intérêt	Mode d'intégration
INGENICO GROUP SA	France	Société mère	
Principales sociétés consolidées			
DI Deutsche Ingenico Holding GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Healthcare GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Marketing Solutions GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Payment Services GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico International (Pacific) Pty Ltd	Australie	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions SPRL	Belgique	100%	IG
Ingenico Financial Solutions SA	Belgique	100%	IG
Ingenico do Brasil Ltda.	Brésil	100%	IG
Ingenico Canada Ltd.	Canada	100%	IG
Fujian Landi Commercial Equipment Co., Ltd.	Chine	97%	IG
Ingenico Electronic Equipments (Beijing) Co., Ltd.	Chine	97%	IG
Ingenico Colombia Ltda.	Colombie	100%	IG
Ingenico Iberia, S.L.	Espagne	100%	IG
Ingenico (Latin America) Inc.	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Corp.	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Business Support SAS	France	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions SAS	France	100%	IG
Ingenico France SAS	France	100%	IG
Ingenico Prepaid Services France SAS	France	100%	IG
Ingenico Terminals SAS	France	100%	IG
Think & Go NFC SAS	France	100%	IG
Ingenico (UK) Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
Ingenico Holdings Asia Limited	Hong Kong	97%	IG
Ingenico Hungary Kft.	Hongrie	100%	IG
Ingenico International India Pvt Ltd.	Inde	100%	IG
E-Billing Solutions Pvt Ltd.	Inde	100%	IG
Techprocess Payment Services Ltd	Inde	100%	IG
PT. Ingenico International Indonesia	Indonésie	100%	IG
Ingenico Italia SpA	Italie	100%	IG
Ingenico Japan Co. Ltd.	Japon	100%	IG
Ingenico Mexico S.A. de C.V.	Mexique	100%	IG
Ingenico Support Business Americas	Maroc	100%	IG
Ingenico Payment Systems Africa SARLAU	Maroc	100%	IG
GCS Holding BV	Pays-Bas	100%	IG
Global Collect BV	Pays-Bas	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions BV	Pays-Bas	100%	IG
Ingenico Philippines Corp.	Philippines	100%	IG
Ingenico Polska Sp. z o.o	Pologne	100%	IG

Société	Pays	% intérêt	Mode d'intégration
Principales sociétés consolidées			
Ingenico CZ S.r.o.	République Tchèque	100%	IG
Ingenico LLC	Russie	100%	IG
Ingenico International (Singapore) Pte Ltd.	Singapour	100%	IG
Bambora Top Holding AB (et les entités Bambora en Australie, aux USA, au Canada, en Finlande, en Norvège, en Suisse et au Danemark)	Suède	100%	IG
OnSlip AB	Suède	100%	IG
Ingenico (Suisse) SA	Suisse	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions GmbH	Suisse	100%	IG
Ingenico International (Thailand) Co., Ltd.	Thaïlande	100%	IG
Ingenico Ödeme Sistem Çözümleri AS	Turquie	100%	IG
Airlink	Taiwan	100%	IG
FIXED & MOBILE Pte Ltd.	Singapour	27%	MEE
Ingenico Payment Solutions Pte Ltd	Singapour	100%	IG
Ingenico Vietnam Co Ltd	Vietnam	100%	IG

14. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Ingenico Group a demandé à son pool bancaire l'exercice des deux options d'extension d'un an sur sa ligne de crédit syndiqué de 750 millions d'euros à échéance 29 juillet 2021. L'accord des banques obtenu le 6 juillet 2018 porte donc la maturité du crédit syndiqué au 29 juillet 2023.

2/ Rapport semestriel d'activité

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes IFRS. Afin de fournir des informations comparables pertinentes d'un exercice sur l'autre, les éléments financiers sont présentés en retraitant la charge d'amortissement liée à l'acquisition de nouvelles entités. En vertu de la norme IFRS3R, le prix d'acquisition de nouvelles entités est affecté aux actifs identifiables intégrés dans le périmètre puis amorti sur des durées définies.

Les principaux éléments financiers 2017 sont commentés sur une base ajustée, c'est-à-dire avant impact des écritures d'allocation du prix d'acquisition ("PPA") – voir Annexe 4.

Les éléments de marge brute ajustée et de charges opérationnelles ajustées sont commentés avant amortissements, dépréciations et provisions, coûts des rémunérations fondées sur actions ainsi que les écritures d'allocation du prix d'acquisition (« PPA ») – voir Annexe 4.

L'EBITDA (Excédent Brut d'Exploitation) est une notion extracomptable représentant le résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et provisions, et coût des rémunérations fondées sur des actions. La réconciliation du résultat d'exploitation ajusté à l'EBITDA est disponible en Annexe 4.

Le résultat d'exploitation indiqué (EBIT) correspond au résultat opérationnel courant ajusté de la charge d'amortissement des prix d'acquisitions affectés aux actifs dans le cadre des regroupements d'entreprises.

Le free cash-flow représente l'EBITDA diminué : des éléments cash, des autres produits et charges opérationnels, de la variation de besoin en fonds de roulement, des investissements nets des produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles, des charges financières payées nettes des produits financiers encaissés et de l'impôt payé.

La dette nette commentée exclut la ligne de financement du préfinancement marchands.

Chiffres clés

(En millions d'euros)	S1'18	S1'17 PF*	S1'17	Variations vs. S1'17
Chiffre d'affaires	1 229	1 345	1 222	1%
Marge brute ajustée	489	567	517	(5)%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	39,7%	42,2%	42,3%	(260) bps
Charges opérationnelles ajustées	-295	-307	-272	8%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	-24,0%	-22,8%	-22,3%	170 bps
EBITDA	193	260	244	(21)%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	15,7%	19,3%	20,0%	(430) bps
Résultat d'exploitation courant ajusté (EBIT)	159	235	221	(28)%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	12,9%	17,5%	18,1%	(520) bps
Résultat opérationnel	94	183	191	(51)%
Résultat net	55	122	132	(58)%
Résultat net, part du groupe	54	120	130	(58)%
Free cash flow ¹ ajusté	40	-	76	(47)%
Free cash flow	23	-	69	(67)%
Dette nette	1 702	-	178	N/A
Ratio de dette nette/EBITDA ²	3,6x	-	0,4x	3,2x
Capitaux propres, part du groupe	1 686	-	1 771	(5)%

* Les chiffres du S1 2017 PF incluent les acquisitions réalisées au cours l'année 2017 à 100%

¹ Flux de trésorerie disponible ajusté des éléments non récurrents (coûts d'acquisition et de restructuration)

² Sur les douze derniers mois

2.1 Eléments financiers

	T2 2018			S1 2018		
	M€	Variation (%)		M€	Variation (%)	
		Comparable ¹	Publié		Comparable ¹	Publié
Retail	328	5%	21%	630	6%	22%
SMBs	98	12%	150%	186	12%	146%
Global Online	126	5%	-1%	245	8%	3%
Enterprise	105	-1%	-1%	200	-2%	-1%
Banks & Acquirers	319	-8%	-10%	599	-11%	-15%
EMEA	128	-11%	-13%	243	-13%	-16%
Amérique Latine	38	21%	3%	72	10%	-7%
Amérique du Nord	46	-9%	-15%	77	-8%	-17%
Asie-Pacifique	107	-13%	-9%	208	-17%	-17%
TOTAL	648	-2%	3%	1 229	-3%	1%

Performance du premier semestre

Au cours du premier semestre 2018, le chiffre d'affaires s'établit à 1 229 millions d'euros, en croissance de 1% en données publiées et intégrant un effet de change négatif de 71 millions d'euros. En données comparables, le chiffre d'affaires a reculé de 3% par rapport au premier semestre 2017. Retraité de l'impact de la migration PCI V1 à V3 en Europe et du processus indien de démonétisation, le chiffre d'affaires aurait progressé de 3% à données comparables.

Au cours de la période, la business unit **Retail** a réalisé un chiffre d'affaires de 630 millions d'euros, en croissance publiée de 22% et intégrant un effet de change négatif de 34 millions d'euros. En données comparables, le chiffre d'affaires est en croissance de 6%, tiré par la forte dynamique de SMB ainsi que la performance de Global Online. La division Entreprise a vu sa croissance impactée par l'effet de base important du premier semestre 2017 lié au processus de démonétisation en Inde, et d'un décalage de contrat sur le troisième trimestre.

La business unit **Banques & Acquéreurs** a affiché un chiffre d'affaires de 599 millions d'euros, en retrait de 15% en données publiées et intégrant un effet de change négatif de 37 millions d'euros. En données comparables, le chiffre d'affaires a reculé de 11%, principalement impacté par les effets d'une base de comparaison importante en Inde (processus de démonétisation) et en Europe (migration PCI V1 à V3), qui ont été partiellement compensés par la forte reprise en Amérique Latine, notamment au Brésil. Retraité de ces forts effets de base, le chiffre d'affaires aurait été stable à données comparables.

Marge brute

Au cours du premier semestre 2018, la marge brute ajustée a atteint 489 millions d'euros, soit 39,7% du chiffre d'affaires, en baisse de 250 points de base par rapport au premier semestre 2017 pro forma. Cette baisse de marge brute est principalement imputable à l'évolution du mix d'activités au cours du premier semestre.

Des charges opérationnelles contenues au cours du semestre

En données publiées, les charges opérationnelles s'établissent à 349 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 307 millions d'euros au premier semestre 2017.

(en millions d'euros)	S1'17 publié	S1'18 publié	Retraitement de la charge d'amortissem ent des actifs liés au PPA	S1'18 Non IFRS	Impact des DAP	S1'18 ajusté
Charges commerciales et marketing	108	131	(30)	101	(2)	99
Frais de Recherche et Développement	91	87	-	87	(16)	71
Frais administratifs	109	132	-	132	(7)	125
Total charges opérationnelles	307	349	(30)	319	(24)	295
En % du chiffre d'affaires	25,1%	28,4%		25,9%		24,0%

Retraitées de la charge d'amortissement des allocations des prix d'acquisition de 30 millions d'euros et des éléments n'affectant pas la trésorerie (dépréciations, amortissements, provisions et autres éléments non récurrents), les charges opérationnelles ajustées s'établissent à 295 millions d'euros, soit 24% du chiffre d'affaires contre 22,3% au premier semestre 2017. Par rapport au S1'17 pro forma les charges opérationnelles ajustées ont été réduites de 12 millions d'euros au cours de ce premier semestre.

Une marge d'EBITDA à 20,0% du chiffre d'affaires

L'EBITDA a atteint 193 million d'euros au premier semestre 2018, soit 15,7% du chiffre d'affaires et a été impacté négativement par un effet de change de 19 millions d'euros. La marge a été impactée ce semestre par une partie incompressible de charges opérationnelles au sein d'une business unit Banques & Acquéreurs en décroissance. Cette dernière a fait face à deux effets de base de comparaison importants qui ont entraîné son recul et donc la compression de sa marge d'EBITDA. Toutefois, grâce à la forte accélération attendue au sein de nos deux business units et au levier opérationnel qui en découlera, nous sommes confiants dans l'atteinte de notre objectif annuel d'EBITDA ajusté.

Au sein des deux business unit, l'EBITDA de Retail a atteint 77 millions d'euros représentant une marge de 12,2% and l'EBITDA de Banques & Acquéreurs est ressorti à 116 millions d'euros, soit une marge de 19,4%.

Marge d'EBIT

Au cours du premier semestre, l'EBIT ajusté est ressorti à 159 millions d'euros.

Après la prise en compte des charges relatives à l'allocation de prix d'acquisition, le résultat opérationnel courant s'établit à 112 millions d'euros. Le résultat opérationnel courant inclut des charges d'amortissement relatives à l'allocation de prix d'acquisition à 47 millions d'euros.

Impact des écritures d'allocation du prix d'acquisition ("PPA")

(en millions d'euros)	S1'18 ajusté Hors PPA	Impact PPA	S1'18
Marge brute	478	(17)	461
Charges opérationnelles	(319)	(30)	(349)
Résultat opérationnel courant	159	(47)	112

Résultat opérationnel

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à -17 millions d'euros contre -7 millions d'euros au premier semestre 2017.

(en millions d'euros)	S1'18	S1'17
Résultat opérationnel courant	112	198
Autres produits et charges opérationnels	(17)	(7)
Résultat opérationnel	94	191
En % du chiffre d'affaires	7,7%	15,7%

Après la prise en compte des autres produits et charges opérationnels, le résultat opérationnel s'élève à 94 millions d'euros. La marge opérationnelle représente 7,7% du chiffre d'affaires.

Réconciliation du résultat opérationnel courant à l'EBITDA

(en millions d'euros)	S1'18	S1'17
Résultat opérationnel courant	112	198
Amortissements des actifs liés au PPA	47	23
EBIT	159	221
Autres amortissements et provisions	34	17
Coûts des rémunérations fondées sur des actions	1	7
EBITDA	193	244

Résultat financier

(en millions d'euros)	S1'18	S1'17
Coût de l'endettement financier	(18)	(11)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4	4
Coût de l'endettement financier net	(14)	(7)
Gains et pertes de change	(3)	(1)
Autres produits et charges	(3)	(3)
Résultat financier	(19)	(10)

Un résultat net part du Groupe en progression

(en millions d'euros)	S1'18	S1'17
Résultat opérationnel	94	191
Résultat financier	(19)	(8)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat avant impôts	75	184
Impôts sur les bénéfices	(20)	(51)
Résultat Net	55	132
Résultat Net, part du Groupe	54	130

Le résultat financier ressort à -19 millions d'euros, contre -10 millions d'euros au premier semestre 2017.

Les impôts sur les bénéfices reculent à -20 millions d'euros au premier semestre 2018 par rapport à -51 millions d'euros sur le premier semestre 2017. La réduction de l'impôt est la conséquence de la baisse du résultat courant avant impôts ainsi qu'à une baisse du taux d'impôts effectif.

Le résultat net part du groupe ressort à 54 millions d'euros.

Free cash-flow et situation financière

Le free cash-flow ajusté a atteint 40 millions d'euros, soit un ratio de conversion de l'EBITDA de 20,7%. A la suite d'une année 2017 dynamique en termes d'acquisitions, le premier semestre 2018 a été impacté par des charges non récurrentes en augmentation.

Les opérations du Groupe, post autres produits et charges opérationnelles ont généré un free cash-flow de 23 millions d'euros, soit un taux de conversion FCF/EBITDA de 11,7%. Les investissements ont par ailleurs augmenté à 53 millions d'euros principalement liés à l'acquisition de Bambora.

La dette nette du Groupe s'établit à 1 702 millions d'euros contre 1 471 millions d'euros au début de l'année. Cette augmentation est la conséquence du rachat de la part minoritaire de Fosun dans notre entité chinoise, du plan de rachat d'actions ainsi que du paiement du dividende. Le paiement du dividende 2017 en numéraire a représenté un montant de 48 millions d'euros tandis que 50,3% du dividende total a été payé en actions (781 413 actions), témoignant de la confiance des actionnaires. Le ratio de dette nette sur capitaux propres ressort donc à 101% et le levier de dette nette sur EBITDA augmente à 3,6x contre 2,8x en fin d'année 2017.

2.2 Eléments significatifs intervenus depuis le 30 juin 2018

Les évènements significatifs intervenus depuis le 30 juin 2018 sont décrits dans la note 14 « évènements post clôture » de l'annexe aux états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2018.

2.3 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2018

Les risques et incertitudes pour le second semestre 2017 sont de même nature que ceux décrits dans Chapitre 1.2 du document de référence 2017.

2.4 Principales transactions entre parties liées

Le premier semestre n'a pas vu apparaître de transactions significatives susceptibles d'être considérées comme des conventions nouvelles. Cf. Note 6a. « Transactions avec les parties liées » de l'annexe aux états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2018.

2.5 Objectifs 2018

Objectif 2018 ajusté de l'arrêt progressif des activités iraniennes

Ingenico Group anticipe un EBITDA 2018 d'au moins 545 millions d'euros contre 545 à 570 millions d'euros précédemment. A la suite du retrait des Etats-Unis du PACG³ annoncé le 8 mai 2018, le Groupe anticipe l'arrêt de ses partenariats de distribution en Iran afin de se conformer à la loi américaine. La contribution de l'Iran exclue de notre objectif 2018 ajusté représente 16 million d'euros. Cependant, l'EBITDA relatif aux ventes vers l'Iran demeure réalisables dans le calendrier imparti.

Cet objectif intègre toujours entre 25 et 30 millions d'euros d'impact négatif des taux de change.

En raison d'une base de comparaison élevée et de l'agenda de nos différents projets, la saisonnalité de 2018 s'est traduite par un premier semestre faible et sera rattrapée par un second semestre plus dynamique. En parallèle, la conversion de l'EBITDA en FCF ajusté³ est attendue supérieur à 45%.

Nos prévisions annuelles reposent sur une croissance de Retail à deux chiffres et un recul modeste de Banques & Acquéreurs. Le second semestre profitera d'une croissance plus forte tirée par l'accélération de Retail et l'amélioration de la dynamique de Banques & Acquéreurs.

2.6 Tendances

Dans un marché du paiement électronique en plein essor, soutenu par la montée en puissance de l'e-commerce, l'évolution des réglementations visant à réduire l'utilisation de la monnaie physique partout dans le monde et le développement continu des classes moyennes dans les pays émergents, de nouvelles habitudes de consommation et de nouveaux moyens de paiement se développent.

Grâce à son positionnement unique sur les terminaux, les services de paiement en ligne et en boutique, Ingenico Group est idéalement placé pour apporter à ses clients des solutions simples et sécurisées d'acceptation de paiement omni-canal.

³ Plan d'actions global commun

Pour renforcer sa position de leader mondial d'acceptation de paiement omni-canal, Ingenico Group a défini 4 axes stratégiques qui passent par :

- La consolidation de son leadership en boutique,
- Le renforcement de ses positions dans les services de paiement intégrés en ligne (Full Service) en développant des fonctionnalités de pointe qui répondront aux besoins des grands distributeurs et des acteurs de l'économie numérique,
- Le développement de sa position sur l'ensemble des canaux pour offrir des solutions omni-canal uniques,
- L'anticipation des évolutions technologiques et l'accélération de l'innovation à court, moyen et long terme.

Dans ce contexte, et en s'appuyant sur sa position de leader sur les terminaux et la qualité de son offre de services de paiement, Ingenico Group se fixe comme objectifs financiers 2020:

- EBITDA supérieur à 700 millions d'euros en 2020 à périmètre et change constant
- Ratio de conversion FCF/EBITDA : plancher de 45%
- Politique de dividende confirmée : taux de distribution de 35%

3/ Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste à ma connaissance que les comptes intermédiaires consolidés résumés du premier semestre 2018 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés intermédiaires résumés, des principales transactions sur les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 25 juillet 2018

Philippe LAZARE
Président-Directeur Général

4/ Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2018

Ingenico Group S.A.

Siège social : 28/32 boulevard de Grenelle - 75015 Paris
Capital social : 63 144 527 €

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018

Période du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la société Ingenico Group S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes intermédiaires consolidés résumés de la société Ingenico Group S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes intermédiaires consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes intermédiaires consolidés résumés qui expose l'adoption au 1er janvier 2018 des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes intermédiaires consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés résumés.

Paris La Défense, le 25 juillet 2018

Paris La Défense, le 25 juillet 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Frédéric Quélin
Associé

Mazars
Thierry Blanchetier
Associé